38è ANNEE



Dimanche 14 Rajab 1420

correspondant au 24 octobre 1999

الجمهورية الجرزائرية الجمهورية الديمقراطية الشغبية

الجرين لا المهائية

اِتفاقات دولية ، قوانين ، ومراسيم وتراريم وتراميم وترارات وآراء ، مقررات ، مناشير ، إعلانات وبالاغات

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX - LOIS ET DECRETS ARRETES, DECISIONS, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES (TRADUCTION FRANÇAISE)

| ABONNEMENT ANNUEL | Algérie Tunisie Maroc Libye Mauritanie | ETRANGER (Pays autres que le Maghreb) |
|------------------------------------|--|--|
| | 1 An | 1 An |
| Edition originale | 1070,00 DA. | 2675,00 DA. |
| Edition originale et sa traduction | 2140,00 DA. | 5350,00 DA. (Frais d'expédition en |

DIRECTION ET REDACTION: SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

Abonnement et publicité: IMPRIMERIE OFFICIELLE

7,9 et 13 Av. A. Benbarek-ALGER Tél: 65.18.15 à 17 - C.C.P. 3200-50

ALGER

Télex: 65 180 IMPOF DZ

BADR: 060.300.0007 68/KG

ETRANGER: (Compte devises):

BADR: 060.320.0600 12

Edition originale, le numéro : 13,50 dinars. Edition originale et sa traduction, le numéro : 27,00 dinars. Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.

Prière de joindre la dernière bande pour renouvellement, réclamation, et changement d'adresse.

Tarif des insertions : 60,00 dinars la ligne.

SOMMAIRE

DECRETS

| Décret exécutif nº 99-23 fonctionnement de | 7 du 9 Rajab 1420 correspondant au 19 octobre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de ministère de l'agriculture et de la pêche |
|---|---|
| | ARRETES, DECISIONS ET AVIS |
| | MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE |
| Arrêté interministeriel | du 6 Rajab 1420 correspondant au 16 octobre 1999 fixant les droits et obligations particuliers des |
| personnels enseig | nants détachés du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école pire aux études d'ingéniorat |
| personnels enseig | nants détachés du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école |
| personnels enseig nationale préparat Arrêté du 2 Rajab 1420 | nants détachés du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école poire aux études d'ingéniorat |

DECRETS

Décret présidentiel n° 99-238 du 10 Rajab 1420 correspondant au 20 octobre 1999 portant transfert de crédits au sein du budget de l'Etat.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi nº 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999 ;

Vu le décret présidentiel du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au budget des charges communes;

Vu le décret présidentiel n° 99-05 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre des affaires étrangères ;

Vu le décret exécutif n° 99-06 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au Chef du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 99-07 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre de la justice ;

Vu le décret exécutif n° 99-08 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement;

Vu le décret exécutif n° 99-09 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 99-13 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre des moudjahidine;

Vu le décret exécutif n° 99-15 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique;

Vu le décret exécutif n° 99-17 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret exécutif n° 99-18 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle;

Vu le décret exécutif n° 99-20 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre du tourisme et de l'artisanat;

Vu le décret exécutif n° 99-23 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre des affaires religieuses;

Vu le décret exécutif n° 99-24 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre de l'habitat;

Vu le décret exécutif n° 99-25 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre du transport;

Vu le décret exécutif n° 99-26 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 99-28 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre de la jeunesse et des sports;

Vu le décret exécutif n° 99-29 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre de la communication et de la culture;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit de huit cent cinquante deux millions quatre cent cinquante six mille dinars (852.456.000 DA), applicable au budget de fonctionnement des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles - Provision groupée".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit de huit cent cinquante deux millions quatre cent cinquante six mille dinars (852.456.000 DA), applicable aux budgets de

fonctionnement des ministères et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal* officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Rajab 1420 correspondant au 20 octobre 1999.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

| - 10 | 200 | 1.4 |
|---|---|--------------------------|
| N ^{OS} DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
| | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES | |
| | SECTION I | |
| | SECTION UNIQUE | |
| # · · · · · · · · · · · · · · · · · · · | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITREIII | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie | |
| ¥ | Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-03 | Administration centrale — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | 46.000 |
| | Total de la 1ère partie | 46.000 |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Administration centrale — Sécurité sociale | 3.374.000 |
| | Total de la 3ème partie | 3.374.000 |
| | Total du titre III | 3.420.000 |
| | Total de la sous-section I | 3.420.000 |
| | Total de la section I | 3.420.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre des affaires étrangères | 3.420.000 |

| | ETAT ANNEXE | 77700 |
|-----------------------|---|--------------------------|
| NºS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
| | SERVICES DU CHEF DU GOUVERNEMENT | |
| | SECTION IV MINISTRE DELEGUE, CHARGE DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET DE LA FONCTION PUBLIQUE | |
| | SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX | |
| 71 72 72 | TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partic Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-03 | Administration centrale — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | 29.000 |
| İ | Total de la 1ère partie | 29.000 |
| a | 3ème Partie Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Administration centrale — Sécurité sociale | 1.108.000 |
| 55 55 | Total de la 3ème partie | 1.108.000 |
| | Total du titre III | 1.137.000 |
| | Total de la sous-section I | 1.137.000 |
| | Total de la section IV | 1.137.000 |
| | Total des crédits ouverts aux services du Chef du Gouvernement | 1.137.000 |
| 2012ACCAG | ETAT ANNEXE | |
| NººS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVER EN DA |
| | MINISTERE DE LA JUSTICE | |
| | SECTION I | |
| | DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | 1 |
| | TITRE III | |
| | Benderhood Property | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie | |
| | Personnel – Rémunérations d'activité | |
| 31-03 | Administration centrale — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | |

| N ^{OS} DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERT EN DA |
|----------------------------------|--|-------------------------|
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Administration centrale — Sécurité sociale | 722.000 |
| | Total de la 3ème partie | 722.000 |
| | Total du titre III | 745.000 |
| | Total de la sous-section I | 745.000 |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES JUDICIAIRES | 1 |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie | |
| | Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-13 | Services judiciaires — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | 611.000 |
| 82 | Total de la 1ère partie | 611.000 |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-13 | Services judiciaires — Sécurité sociale | 16.242.000 |
| | Total de la 3ème partie | 16.242.000 |
| | Total du titre III | 16.853.000 |
| | Total de la sous-section II | 16.853.000 |
| | Total de la section I | 17.598.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre de la justice | 17.598.000 |

| NºS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|--|--|--------------------------|
| | MINISTERE DE L'INTERIEUR, DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT | |
| | SECTION I | |
| | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| 31-14 Services déconcentrés d sûreté nationale — Sal Total de la 1è Total du titre Total de la sol | 1ère Partie | |
| | Personnel — Rémunérations d'activité | |
| | Services déconcentrés de l'Etat — Personnel vacataire et journalier de la sûreté nationale — Salaires et accessoires de salaires | 660.000 |
| | Total de la 1ère partie | 660.000 |
| | Total du titre III. | 660.000 |
| | Total de la sous-section II | 660.000 |
| | Total de la section I | 660.000 |

| N ^{OS} DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------------------|---|--------------------------|
| TO THE | SECTION II | |
| | DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Sûreté nationale — Sécurité sociale | 206.990.000 |
| | Total de la 3ème partie | 206.990.000 |
| | Total du titre III | 206.990.000 |
| | Total de la sous-section I | 206.990.000 |
| | Total de la section II | 206.990.000 |
| if. | SECTION III | |
| | DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Protection civile — Sécurité sociale | 29.600.000 |
| | Total de la 3ème partie | 29.600.000 |
| | Total du titre III. | 29.600.000 |
| | Total de la sous-section I | 29.600.000 |
| | Total de la section III | 29.600.000 |
| | SECTION V | |
| | SECRETARIAT D'ETAT A L'ENVIRONNEMENT | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Secrétariat d'Etat à l'environnement — Sécurité sociale | 1.318.000 |
| 55-05 | Total de la 3ème partie | 1.318.000 |
| | Total du titre III | 1.318.000 |
| | | |
| | Total de la sous-section I | 1.318.000 |
| | Total de la section V | 1.318.000 |

| NºS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|---|--------------------------|
| | SECTION VII | |
| | DIRECTION GENERALE DE LA GARDE COMMUNALE | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITREIII | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Direction générale de la garde communale — Sécurité sociale | 442.000 |
| | Total de la 3ème partie | 442.000 |
| | Total du titre III | 442.000 |
| | Total de la sous-section I | 442.000 |
| | Total de la section VII | 442.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement | 239.010.000 |

| N ^{OS} DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------------------|---|--------------------------|
| | MINISTERE DES FINANCES | |
| | SECTION I | |
| | ADMINISTRATION CENTRALE | |
| | SOUS-SECTION I | î. |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITREIII | To a second |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 6ème Partie | |
| | Subventions de fonctionnement | |
| 36-05 | Subvention à l'agence nationale du cadastre (ANC) | 4.800,000 |
| | Total de la 6ème partie | 4.800.000 |
| | Total du titre III | 4.800.000 |
| | Total de la sous-section I | 4.800.000 |
| | Total de la section I | 4.800.000 |

| | .0 |
|--|----|
| | 4 |

14 Rajab 1420 JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE Nº 75 24 octobre 1999

| NºS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|--|--------------------------|
| | | |
| | SECTION II | |
| | DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE | |
| | SOUS-SECTION III | |
| | GESTION DES HOTELS DES FINANCES | |
| | ET CENTRES FINANCIERS | |
| | TITREIII | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie | |
| | Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-23 | Hôtels des finances et centres financiers — Personnel vacataire et | |
| | journalier — Salaires et accessoires de salaires | 280.000 |
| | Total de la 1ère partie | 280.000 |
| | Total du titre III | 280.000 |
| | Total de la sous-section III | 280.000 |
| | Total de la section II | 280.000 |
| z | SECTION III | |
| | DIRECTION GENERALE DES DOUANES | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Direction générale des douanes — Sécurité sociale | 22.000.000 |
| 33-03 | | |
| | Total de la 3ème partie | 22.000.000 |
| | Total du titre III | 22.000.000 |
| | Total de la sous-section I | 22.000.000 |
| | Total de la section III | 22.000.000 |

| Nos DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|--|--------------------------|
| | SECTION IV | |
| | DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Direction générale des impôts — Sécurité sociale | 1.800.000 |
| | Total de la 3ème partie | 1.800.000 |
| 8 | Total du titre III | 1.800.000 |
| | Total de la sous-section I | 1.800.000 |
| | | |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | 2 2 |
| | 1ère Partie Personnel — Rémunérations d'activité | |
| | | |
| 31-13 | Services déconcentrés des impôts — Personnel vacataire et journalier — salaires et accessoires de salaires | 3.900.000 |
| | Total de la 1ère partie | 3.900.000 |
| | *** | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-13 | Services déconcentrés des impôts — Sécurité sociale | 9.000.000 |
| | Total de la 3ème partie | 9.000.000 |
| | Total du titre III | 12.900.000 |
| | Total de la sous-section II | 12.900.000 |
| | Total de la section IV | 14.700.000 |
| | | |

| NºS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|---|--------------------------|
| | SECTION V | |
| | DIRECTION GENERALE DU DOMAINE NATIONAL | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Direction générale du domaine national — Sécurité sociale | 400.000 |
| | Total de la 3ème partie | 400.000 |
| æ | Total du titre III | 400.000 |
| | Total de la sous-section I | 400.000 |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | TITREIII | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| • | 1ère Partie | |
| | Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-13 | Services déconcentrés du domaine national — Personnel vacataire et journalier — salaires et accessoires de salaires | 700.000 |
| | Total de la 1ère partie | 700.000 |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-13 | Services déconcentrés du domaine national — Sécurité sociale | 16.000.000 |
| | Total de la 3ème partie | 16.000.000 |
| | Total du titre III | 16.700.000 |
| | Total de la sous-section II | 16.700.000 |
| | Total de la section V | 17.100.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre des finances | 58.880.000 |

| LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|---|---|
| MINISTERE DES MOUDJAHIDINE | |
| SECTION I SECTION UNIQUE | |
| SOUS-SECTION II SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| 1ère Partie Personnel — Rémunérations d'activité | |
| Services déconcentrés de l'Etat — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | 90.000 |
| Total de la 1ère partie | 90.000 |
| Total du titre III | 90.000 |
| Total de la sous-section II | 90.000 |
| Total de la section I | 90.000 |
| Total des crédits ouverts au ministre des moudjahidine | 90.000 |
| | MINISTERE DES MOUDJAHIDINE SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION II SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT TITRE III MOYENS DES SERVICES 1ère Partie Personnel — Rémunérations d'activité Services déconcentrés de l'Etat — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires |

| Nos DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERT EN DA |
|----------------------|---|-------------------------|
| | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE | |
| | SECTION I SECTION UNIQUE | |
| | SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| | 1èrePartie Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-03 | Administration centrale — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | 17.000 |
| | Total de la 1ère partie | 17.000 |

| NºS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|---|--------------------------|
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Administration centrale — Sécurité sociale | 940.000 |
| | Total de la 3ème partie | 940.000 |
| | 6ème Partie | |
| | Subventions de fonctionnement | |
| 36-02 | Subvention à l'office national des œuvres universitaires (ONOU) | 25.600.000 |
| 36-05 | Subventions aux universités | 72.800.000 |
| 36-06 | Subventions aux centres universitaires | 12.543.000 |
| 36-07 | Subventions aux instituts nationaux d'enseignement supérieur | 11.100.000 |
| 36-08 | Subventions aux instituts et grandes écoles | 6,800.000 |
| 36-09 | Subventions aux écoles normales supérieures | 2.100.000 |
| | Total de la 6ème partie | 130.900.000 |
| | Total du titre III | 131.900.000 |
| les | TITRE IV | |
| * | INTERVENTIONS PUBLIQUES | |
| | 4ème Partie | |
| | Action économique — Encouragements et interventions | |
| 44-02 | Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD) | 131.000 |
| 44-03 | Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) | 493.000 |
| 44-04 | Centre de recherche scientifique et technique sur le développement de la langue arabe (CRSTDLA) | 60.000 |
| 44-05 | Centre de recherche scientifique et technique en anthropologie sociale et culturelle (CRSTASC) | 105.000 |
| 44-06 | Centre de recherche scientifique et technique en analyse physico-chimique (CRSTAPC) | 145.000 |
| 44-10 | Centre de développement des techniques avancées (CDTA) | 624.000 |
| 44-11 | Centre national des techniques spatiales (CNTS) | 645.000 |

| NºS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|--|--------------------------|
| 44-12 | Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CERIST). | 492.000 |
| 44-13 | Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) | 520.000 |
| 44-14 | Centre de recherche de soudage et de contrôle (CRSC) | 337.000 |
| 44-15 | Station d'expérimentation des équipements solaires en milieu saharien d'Adrar (SEESMS) | 117.000 |
| | Total de la 4ème partie | 3.669.000 |
| | Total du titre IV | 3.669.000 |
| | Total de la sous-section I | 135.569.000 |
| × | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | TITREIII | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie | |
| 8 | Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-13 | Services déconcentrés de l'état — Academies Universitaires — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | 11.000 |
| | Total de la 1ère partie | 11.000 |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-12 | Services déconcentrés de l'état — Académies Universitaires — Sécurité sociale | 220.000 |
| | Total de la 3ème partie | 220.000 |
| | Total du titre III | 231.000 |
| | Total de la sous-section I | 231.000 |
| | Total de la section I | 135.800.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique | 135.800.000 |

| NºS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|---|--------------------------|
| | MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION | |
| 3 | SECTION I | |
| | SECTION UNIQUE | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITREIII | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 6ème Partie | |
| l | Subventions de fonctionnement | |
| 36-03 | Subventions aux écoles de formation paramédicale (EFP) | 4.400.000 |
| | Total de la 6ème partie | 4.400.000 |
| ** | Total du titre III | 4.400.000 |
| | TITRE IV | |
| | INTERVENTIONS PUBLIQUES | |
| | 6ème Partie | |
| | Action sociale — Assistance et solidarité | |
| 46-01 | Participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des secteurs sanitaires, des établissements hospitaliers spécialisés et des centres hospitalo-universitaires | 290.000.000 |
| * | Total de la 6ème partie | 290.000.000 |
| | Total du titre IV | 290.000.000 |
| | Total de la sous-section I | 294.400.000 |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-13 | Services déconcentrés de l'Etat — sécurité sociale | 4.000.000 |
| 55-15 | Total de la 3ème partie | 4.000.000 |
| | Total du titre III | 4.000.000 |
| | Total de la sous-section II | 4.000.000 |
| | Total de la section I | 298.400.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre de la santé et de la population | 298.400.000 |

| | | CDEDITE OLIVEDTE |
|----------------------------------|--|--------------------------|
| N ^{os} DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
| CHAITKIS | | |
| | MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA PROTECTION SOCIALE ET | |
| | DE LA FORMATION | |
| | PROFESSIONNELLE | |
| | | |
| | SECTION I | |
| | ADMINISTRATION CENTRALE | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | 19 | |
| | TITREIII | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| 0. 7 | 6ème Partie | |
| | Subventions de fonctionnement | |
| | Statement Continue of the account of the | |
| 36-01 | Subvention à l'agence nationale de l'emploi (ANEM) | 1.004.000 |
| 36-05 | Subvention au centre national de formation professionnelle pour handicapés physiques (CNFPHP) Khemisti | 172.000 |
| 36-08 | Subventions aux établissements spécialisés | 12.326.000 |
| | Total de la 6ème partie | 13.502.000 |
| | Total du titre III | 13.502.000 |
| | Total de la sous-section I | 13.502.000 |
| | | |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | | |
| | 1ère Partie | |
| | Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-13 | Services déconcentrés de l'Etat — Personnel vacataire et journalier — | |
| | Salaires et accessoires de salaires | 54.000 |
| | Total de la 1ère partie | 54.000 |
| | • | Į. |

| Nos DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|---|--------------------------|
| | | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-13 | Services déconcentrés de l'Etat — Sécurité sociale | 2.106.000 |
| | Total de la 3ème partie | 2.106.000 |
| | Total du titre III | 2.160.000 |
| | Total de la sous-section II | 2.160.000 |
| | Total de la section I | 15.662.000 |
| , | SECTION II | |
| | INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL | |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie | |
| | Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-13 | Services déconcentrés de l'inspection générale du travail — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | 86.000 |
| | Total de la 1ère partie | 86.000 |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-13 | Services déconcentrés de l'inspection générale du travail — Sécurité sociale | 2.714.000 |
| | Total de la 3ème partie | 2.714.000 |
| | Total du titre III | 2.800.000 |
| | Total de la sous-section II | 2.800.000 |
| | Total de la section II | 2.800.000 |

| | ETAT ANNEXE (suite) | |
|----------------------------------|---|-------------------------|
| Nos DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERT EN DA |
| | SECTION III | |
| | SECRETARIAT D'ETAT A LA FORMATION | |
| | PROFESSIONNELLE | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES 6ème Partie | |
| | Subventions de fonctionnement | |
| 36-01 | Subvention à l'institut national de formation professionnelle (INFP) | 65.000 |
| 36-03 | Subventions aux centres de formation professionnelle et de | |
| 50-05 | l'apprentissage (CFPA) | 8.680.000 |
| 36-05 | .Subventions aux instituts nationaux spécialisés de formation | |
| | professionnelle (INSFP) | 1.178.000 |
| 36-09 | Subvention à l'institut de technologie moyens agricoles spécialisés de Bougara (ITMAS) | 30.000 |
| 26.10 | Subvention à l'institut de technologie moyens agricoles spécialisés de | 30.000 |
| 36-10 | Tlemcen (ITMAS) | 30.000 |
| 36-12 | Subvention à l'institut de technologie du froid | 17.000 |
| | Total de la 6ème partie | 10.000.000 |
| | Total du titre III | 10.000.000 |
| | Total de la sous-section I | 10.000.000 |
| | Total de la section III | 10.000.000 |
| - 2 li | Total des crédits ouverts au ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle | 28.462.000 |
| | ETAT ANNEXE | |
| N ^{os} DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERT EN DA |
| | MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT | |
| | SECTION I | |
| | SECTION UNIQUE | |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | 990 000 |
| 33-13 | Services déconcentrés de l'Etat — Sécurité sociale | 880.000 880.000 |
| | Total de la 3ème partie | 880.000 |
| | Total de la sous-section II | 880.000 |
| | Total de la section I | 880.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre du tourisme et de l'artisanat | 880.000 |

| | ETAT ANNEXE | |
|----------------------|--|--------------------------|
| Nos DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
| | MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES | |
| | SECTION I | |
| | SECTION UNIQUE | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Administration centrale — Sécurité sociale | 494.000 |
| | Total de la 3ème partie | 494.000 |
| | 6ème Partie | |
| 30 | Subventions de fonctionnement | |
| 36-01 | Administration centrale — Subventions aux établissements pour la formation des cadres du culte | 813.000 |
| 36-41 | Administration centrale — Subvention au centre culturel islamique d'Alger | 143.000 |
| | Total de la 6ème partie | 956.000 |
| | Total du titre III | 1.450.000 |
| | Total de la sous-section I | 1.450.000 |
| ¥ | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | • |
| | TTTREIII | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie | |
| | Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-13 | Services déconcentrés de l'Etat — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accesoires de salaires | 510.000 |
| | Total de la 1ère partie | 510.000 |
| | 3ème Partie | 310.000 |
| | 0.0000000000000000000000000000000000000 | |
| 33-13 | Personnel — Charges sociales Services déconcentrés de l'Etat — Sécurité sociale | 25.740.000 |
| 33-13 | Total de la 3ème partie | 25.740.000 |
| | Total du titre III. | 26.250.000 |
| | Total de la sous-section II | 26.250.000 |
| | Total de la section I | 27.700.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre des affaires religieuses | 27.700.000 |

| NºS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|---|--------------------------|
| | MINISTERE DE L'HABITAT | |
| | SECTION I | |
| | SECTION UNIQUE | |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'URBANISME ET DE LA CONSTRUCTION | |
| | TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| | Notes and a | () |
| 2 | 3ème Partie | |
| | Personnel – Charges sociales | |
| 33-13 | Services déconcentrés de l'urbanisme et de la construction — Sécurité sociale | 17.000.000 |
| | Total de la 3ème partie | 17.000.000 |
| | Total du titre III | 17.000.000 |
| | Total de la sous-section II | 17.000.000 |
| ¥. | SOUS-SECTION III | |
| | SERVICES DECONCENTRES DU LOGEMENT ET DES EQUIPEMENTS PUBLICS | |
| | TITREIII | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-13 | Services déconcentrés du logement et des équipements publics — Sécurité sociale | 5.524.000 |
| | Total de la 3ème partie | 5.524.000 |
| | Total du titre III | 5.524.000 |
| | Total de la sous-section III | 5.524.000 |
| | Total de la section I | 22.524.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre de l'habitat | 22.524.000 |

| NºS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|--|--------------------------|
| | MINISTERE DES TRANSPORTS | |
| | SECTION I | |
| | SECTION UNIQUE | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITREIII | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| 12 | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Administration centrale — Sécurité sociale | 162.000 |
| | Total de la 3ème partie | 162.000 |
| | Total du titre III | 162.000 |
| | Total de la sous-section I | 162.000 |
| ř | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-13 | Services déconcentrés de l'Etat — Sécurité sociale | 700.000 |
| | Total de la 3ème partie | 700.000 |
| | Total du titre III | 700.000 |
| | Total de la sous-section II | 700.000 |
| | Total de la section I | 862.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre des transports | 862.000 |

| 14 | Ra | jab | 142 | Ö. | |
|----|-----|-----|-----|----|--|
| | oct | | | | |

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE N° 75

| | ETAT ANNEXE | |
|----------------------|--|--------------------------|
| Nos DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
| | MINISTERE DU COMMERCE | |
| | SECTION I SECTION UNIQUE | |
| | SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Administration centrale — Sécurité sociale | 30.000 |
| | Total de la 3ème partie | 30.000 |
| | Total du titre III Total de la sous-section I | 30.000 |
| ε | SOUS-SECTION II DIRECTIONS DE WILAYA DE LA CONCURRENCE ET DES PRIX TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie | |
| | Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-13 | Directions de wilaya de la concurrence et des prix — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | 120.000 |
| | Total de la 1ère partie | 120.000 |
| | 3ème Partie Personnel — Charges sociales | |
| 33-13 | Directions de wilaya de la concurrence et des prix — sécurité sociale | 2.500.000 |
| 55-15 | Total de la 3ème partie | 2.500,000 |
| | Total du titre III. | 2.620.000 |
| | Total de la sous-section II | 2.620.000 |

| | | | | | | | _ | | | | | _ | - | _ | _ | | | | | | | - | _ | | | | | _ | - | _ | | | | | | | _ | _ | | | _ | | | |
|----------------|---|---|---|------|-----|---|---|------|---|---|----|---|----|----|----|-----|--------|----|----|-----|----|-----|----|----|---|----|----|----|-----|----|----|---|-------|---|-----|---|-----|------|-----|----|-----|----|--|----|
| | | • | | | | | | | • | • | • | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4:D-1-L 4430 : | | | | | | | | | | | | | • | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | - |
| 4 Rajab 1420 | | | | | | | | | | | T | T | TD | N | | F A | \sim | | T | 'II | 71 | · T | 77 | T. | 4 | ÐΤ | םי | TH | PT. | 11 | M. | ш | T- 4 | œ | ZR | п | N. | N | F . | Nº | • 7 | Ξ. | | 2. |
| | | | | | | | | | | | J٧ | м | | ш. | // | | U | N. | 1 | -11 | | · | | | | | - | U, | | | Z٦ | 1 | _ | | 210 | | 21. | F 44 | | 1. | ., | • | | _ |
| 4 | | | | | | | | | | | ٠. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 octobre 1999 | • | | • | | ో.• | • | | | | • | • | | • | | | | | | ٠. | | | | | | | | | | | | | • | | | | • | | | | | | | | |

| Nº8 DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|---|--------------------------|
| | SOUS-SECTION III INSPECTIONS REGIONALES DES ENQUETES ECONOMIQUES ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES | |
| | TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| | 1ère Partie Personnel — Rémunérations d'activité | |
| 31-23 | Inspections régionales des enquêtes économiques et de la répression des fraudes — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires | 15.000 |
| | Total de la 1ère partie | 15.000 |
| ā | 3ème Partie Personnel — Charges sociales | |
| 33-23 | Inspections régionales des enquêtes économiques et de la répression des fraudes — Sécurité sociale | 300.000 |
| | Total de la 3ème partie | 300.000 |
| | Total du titre III | 315.000 |
| | Total de la sous-section III | 315.000 |
| | Total de la section I | 2.965.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre du commerce | 2.965.000 |

| Nº8 DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|--|--------------------------|
| | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | |
| | SECTION I | |
| | SECTION UNIQUE | |
| | SOUS-SECTION I | |
| | SERVICES CENTRAUX | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-03 | Administration centrale — Sécurité sociale | 861.000 |
| | Total de la 3ème partie | 861.000 |

| NººS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|-----------------------|---|--------------------------|
| | 6ème Partie | |
| | Subventions de fonctionnement | |
| 36-01 | Subventions aux instituts nationaux de formation supérieure de sports et de la jeunesse (INFS) | 115.000 |
| 36-21 | Subventions aux centres d'information et d'animation de la jeunesse (CIAJ) | 1.729.000 |
| 36-41 | Subventions aux offices des parcs omnisport de wilaya (OPOW) | 1.168.000 |
| 36-51 | Subvention au centre national des organes et structures d'animation et d'organisation du sport (CNOSAOS) | 827.000 |
| | Total de la 6ème partie | 3.839.000 |
| · | Total du titre III | 4.700.000 |
| | Total de la sous-section I | 4.700.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre de la jeunesse et des sports | 4.700.000 |
| | ETAT ANNEXE | |
| Nos DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
| ş | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | |
| | ET DE LA CULTURE | |
| | ET DE LA CULTURE SECTION I | |
| | | |
| | SECTION I | |
| | SECTION I SECTION UNIQUE | |
| | SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION I | |
| | SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX | |
| | SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III | |
| | SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES | |
| 33-03 | SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES 3ème Partie | 1.375.000 |
| 33-03 | SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES 3ème Partie Personnel — Charges sociales | 1.375.000 |
| 33-03 | SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES 3ème Partie Personnel — Charges sociales Administration centrale — Sécurité sociale | |
| 33-03 36-01 | SECTION I SECTION UNIQUE SOUS-SECTION I SERVICES CENTRAUX TITRE III MOYENS DES SERVICES 3ème Partie Personnel — Charges sociales Administration centrale — Sécurité sociale | |

| NºS DES CHAPITRES | LIBELLES | CREDITS OUVERTS EN DA |
|----------------------|---|--------------------------|
| 36-03 | Administration centrale — Subvention à l'institut national des arts dramatiques (INAD) | 250.000 |
| 36-05 | Administration centrale — Subvention à l'école supérieure des beaux arts (ESBA) | 657.000 |
| 36-06 | Administration centrale — Subvention au palais de la culture | 290.000 |
| 36-07 | Administration centrale — Subvention à l'agence nationale d'archéologie et de protection des sites et monuments historiques | 990.000 |
| 36-08 | Administration centrale — Subvention à l'office du parc national de l'Ahagar (OPNA) | 972.000 |
| 36-09 | Administration centrale — Subvention à l'office du parc national du Tassili (OPNT) | 328.000 |
| 36-10 | Administration centrale — Subventions aux musées nationaux | 896.000 |
| 36-11 | Administration centrale — Subventions aux maisons de la culture | 1.435.000 |
| · 36-12 | Administration centrale — Subventions aux établissements de la cinématographie | 294.000 |
| 36-14 | Administration centrale — Subvention à l'office de protection et de promotion de la vallée du M'Zab | 84.000 |
| 36-15 | Administration centrale — Subvention au centre de la culture et des arts du palais du Raïs | 85.000 |
| | Total de la 6ème partie | 7.300.000 |
| | Total du titre III | 8.675.000 |
| * | Total de la sous-section I | 8.675.000 |
| | SOUS-SECTION II | |
| | SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | |
| | TITRE III | |
| | MOYENS DES SERVICES | |
| | 3ème Partie | 1 |
| | Personnel — Charges sociales | |
| 33-13 | Services déconcentrés de l'Etat — Sécurité sociale | 1.353.000 |
| | Total de la 3ème partie | 1.353.000 |
| | Total du titre III | 1.353.000 |
| | Total de la sous-section II | 1.353.000 |
| | Total de la section I | 10.028.000 |
| | Total des crédits ouverts au ministre de la communication et de la culture | 10.028.000 |

Décret exécutif n° 99-237 du 9 Rajab 1420 correspondant au 19 octobre 1999 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et de la pêche.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi nº 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999;

Vu le décret exécutif n° 99-19 du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 12 janvier 1999 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1999, au ministre de l'agriculture et de la pêche.

Décrète:

Article 1er. — Il est annulé sur 1999, un crédit d'un milliard de dinars (1.000.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et de la pêche et au chapitre n° 44-35 "Subvention au fonds de garantie des prix à la production agricole".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1999, un crédit d'un milliard de dinars (1.000.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et de la pêche et au chapitre n° 46-02 "Intervention de l'Etat en cas d'évènements calamiteux ou de sinistres".

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1420 correspondant au 19 octobre 1999.

Smaïl HAMDANI.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté interministeriel du 6 Rajab 1420 correspondant au 16 octobre 1999 fixant les droits et obligations particuliers des personnels enseignants détachés du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat.

Le ministre de la défense nationale,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et,

Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé d la réforme administrative et de la fonction publique,

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques;

Vu le décret présidentiel n° 98-119 du 21 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 18 avril 1998 portant création de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement; Vu le décret exécutif n° 89-122 du 18 juillet 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'enseignement et de la formation supérieurs;

Vu le décret exécutif n° 90-363 du 10 novembre 1990 portant extension des dispositions de l'article 1er du décret exécutif n° 90-194 du 23 juin 1990 fixant la prime de rendement allouée au profit des travailleurs relevant du secteur des institutions et administrations publiques, à certains personnels de l'enseignement et de la formation supérieurs ;

Vu le décret exécutif n° 92-49 du 12 février 1992, modifié et complété, portant institution d'un régime indemnitaire au profit des personnels enseignants de l'enseignement et de la formation supérieurs;

Vu le décret exécutif n° 97-192 du 7 Moharram 1418 correspondant au 14 mai 1997 déterminant les modalités de rémunération des enseignants de l'enseignement et de la formation supérieurs et des spécialistes hospitalo-universitaires;

Vu le décret exécutif n° 99-130 du 13 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 27 juin 1999 portant institution d'une avance pour remboursement des frais d'acquisition d'ouvrages et de documentation scientifiques et pédagogiques au profit des enseignants de l'enseignement et de la formation supérieurs;

Vu l'arrêté du 12 Chaâbane 1419 correspondant au 1er décembre 1998 portant organisation et fonctionnement de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat;

Vu l'ensemble des dispositions réglementaires applicables à l'Armée nationale populaire;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 9 du décret présidentiel n° 98-119 du 21 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 18 avril 1998 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les droits et obligations particuliers des personnels enseignants détachés du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat (ENPI).

- Art. 2. Les fonctionnaires enseignants du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pouvant être détachés auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat doivent appartenir aux corps suivants :
 - professeur ;
 - maître de conférence ;
 - maître-assistant.
- Art. 3. Le détachement s'effectue par arrêté conjoint du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et du ministre de la défense nationale.

A la fin de la période de détachement, le fonctionnaire enseignant est réintégré dans son administration d'origine, au besoin en surnombre.

Art. 4. — Les fonctionnaires visés à l'article 2 ci-dessus, en position de détachement à l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat sont soumis à l'ensemble des obligations prévues par la législation et la réglementation en vigueur, applicables aux enseignants de l'enseignement supérieur.

En outre, lesdits fonctionnaires sont astreints à des obligations particulières prévues par la réglementation régissant le personnel relevant du ministère de la défense nationale. Ces obligations seront précisées dans le règlement intérieur de l'école.

- Art. 5. Outre les tâches d'enseignement et d'activités pédagogiques, les enseignants visés à l'article 2 ci-dessus, peuvent être autorisés par le directeur général de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, à exercer des activités de recherche ou à assurer la direction de mémoires de magistères et/ou de thèses d'Etat au sein des structures relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.
- Art. 6.— Les fonctionnaires visés à l'article 2 ci-dessus, en position de détachement à l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, bénéficient de l'ensemble des droits prévus par la législation et la réglementation en vigueur au profit des enseignants de l'enseignement supérieur notamment, en matière de rémunération, de régime indemnitaire, d'avancement dans le grade et de progression universitaire.

Art. 7.— Les fonctionnaires enseignants visés à l'article 2 ci-dessus, bénéficient d'une indemnité d'astreinte, versée mensuellement et dont les montants sont fixés comme suit:

professeur : 14.000 DA;
maître de conférence : 12.000 DA;
maître-assistant : 10.000 DA.

- Art. 8. Les fonctionnaires enseignants visés à l'article 2 ci-dessus, occupant le poste de chef de département pédagogique au sein de l'école, bénéficient d'une indemnité mensuelle de responsabilité calculée par référence à la rémunération principale du grade d'origine au taux de 15%.
- Art. 9.— Les indemnités prévues aux articles 7 et 8 ci-dessus, sont soumises à retenues au titre de l'impôt sur le revenu global (IRG) et de la sécurité sociale.
- Art. 10. La rémunération des fonctionnaires enseignants visés à l'article 2 ci-dessus, est prise en charge par le ministère de la défense nationale sur le vu de la décision d'affectation du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, accompagné du certificat de cessation de paiement.
- Art. 11. Le présent arrêté sera publié au *Journal* officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Rajab 1420 correspondant au 16 octobre 1999.

P. le ministre de la défense Le ministre des finances, nationale,

et par délégation, Abdelkrim HARCHAOUI

Le chef d'état major

Le Général de corps d'armée,

Mohamed LAMARI.

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de la réforme administrative et de la fonction publique,

Amar TOU

Ahmed NOUI

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

Arrêté du 2 Rajab 1420 correspondant au 12 octobre 1999 relatif à l'octroi à l'office national de recherche géologique et minière (ORGM) d'une autorisation de recherche de gisement de diamant au lieu dit "Eglab-Ouallen" dans la wilaya d'Adrar.

Le ministre de l'énergie et des mines,

Vu la loi n° 84-06 du 7 janvier 1984, modifiée et complétée, relative aux activités minières;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 92-31 du 20 janvier 1992 portant création de l'office national de recherche géologique et minière (ORGM);

Vu le décret exécutif n° 93-73 du 6 mars 1993 fixant la liste des substances minérales;

Vu le décret exécutif n° 93-191 du 4 août 1993 relatif aux activités de recherche et d'exploitation des substances minérales;

Vu le décret exécutif n° 96-214 du 28 Moharram 1417 correspondant au 15 juin 1996 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines;

Vu l'arrêté du 4 août 1993 relatif aux modalités d'instruction des demandes d'autorisation de recherche et d'exploitation, de prorogation et de renonciation à ces autorisations;

Vu l'arrêté du 2 Dhou El Kaada 1419 correspondant au 17 février 1999 fixant le canevas du cahier des charges relatif aux autorisations de recherche et d'exploitation des substances minérales ;

Vu la demande formulée par l'ORGM en date du 16 mars 1999;

Arrête :

Article 1er. — Il est accordé à l'office national de recherche géologique et minière (ORGM), une autorisation de recherche de gisement de diamant au lieu dit "Eglab-Ouallen", d'une superficie de 15.000 km2, situé sur le territoire de la commune de Reggane, dans la wilaya d'Adrar.

Art. 2. — Conformément à l'extrait de la carte à l'échelle 1/200.000 annexé à l'original du présent arrêté, le périmètre de recherche objet de la présente autorisation est constitué par un quadrilatère dont les sommets A, B, C et D sont représentés par les coordonnées géographiques suivantes dans le système de projection Lambert:

Art. 3. — L'autorisation de recherche est accordée à l'office national de recherche géologique et minière (ORGM) pour une durée de trois (03) ans, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 4. — Conformément à l'article 43 du décret exécutif n° 93-191 du 4 août 1993 relatif aux activités de recherche et d'exploitation des substances minérales, le titulaire de la présente autorisation est tenu de respecter les dispositions contenues dans le cahier des charges.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal* officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Rajab 1420 correspondant au 12 octobre 1999.

Youcef YOUSFI.

Arrêté du 2 Rajab 1420 correspondant au 12 octobre 1999 relatif à l'octroi à l'office national de recherche géologique et minière (ORGM) d'une autorisation de recherche de gisements de plomb, zinc et cuivre aux lieux dit "Djebel Hadid", "Kef Zoukrane" et "Zitouna" dans la wilaya d'El Tarf.

Le ministre de l'énergie et des mines,

Vu la loi n° 84-06 du 7 janvier 1984, modifiée et complétée, relative aux activités minières;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 92-31 du 20 janvier 1992 portant création de l'office national de recherche géologique et minière (ORGM);

Vu le décret exécutif n° 93-73 du 6 mars 1993 fixant la liste des substances minérales:

Vu le décret exécutif n° 93-191 du 4 août 1993 relatif aux activités de recherche et d'exploitation des substances minérales;

Vu le décret exécutif n° 96-214 du 28 Moharram 1417 correspondant au 15 juin 1996 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines;

Vu l'arrêté du 4 août 1993 relatif aux modalités d'instruction des demandes d'autorisation de recherche et d'exploitation, de prorogation et de renonciation à ces autorisations;

Vu l'arrêté du 2 Dhou El Kaada 1419 correspondant au 17 février 1999 fixant le canevas du cahier des charges relatif aux autorisations de recherche et d'exploitation des substances minérales;

Vu la demande formulée par l'ORGM en date du 16 février 1999;

Arrête:

Article 1er. — Il est accordé à l'office national de recherche géologique et minière (ORGM), une autorisation de recherche de gisements de plomb, zinc et cuivre aux lieux dits "Djebel Hadid", "Kef Zoukrane" et "Zitouna" d'une superficie totale de 62,5 km2, situés sur le territoire des communes de Bougous et Zitouna, dans la wilaya d'El Tarf.

Art. 2. — Conformément à l'extrait de la carte à l'échelle 1/50.000 annexé à l'original du présent arrêté, les périmètres de recherche sont constitués par un quadrilatère dont les sommets A, B, C et D sont représentés par les coordonnées géographiques suivantes dans le système de projection Lambert:

Périmètre Djebel Hadid : superficie 15 Km2

X: 1004.700 X: 1009.000 A: C: Y: 387.420 Y: 387.420

X: 1004.700 X: 1009.000 B: D: Y: 383.800 Y: 383.800

Périmètre Kef Zoukrane: superficie 25 Km2

X: 997.000 X: 999.500 A: C: Y:388.000 Y:398.000

X: 997.000 X: 999.500 D:

B: D: Y:398.000 Y:388.000

Périmètre Zitouna: superficie 22,5 Km2

Art. 3. — L'autorisation de recherche est accordée à l'office national de recherche géologique et minière (ORGM) pour une durée de deux (2) ans, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 4. — Conformément à l'article 43 du décret exécutif n° 93-191 du 4 août 1993 relatif aux activités de recherche et d'exploitation des substances minérales, le titulaire de la présente autorisation est tenu de respecter les dispositions contenues dans le cahier des charges.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal* officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Rajab 1420 correspondant au 12 octobre 1999.

Youcef YOUSFI.